



TRAVAILLER ENSEMBLE À L'ÉGARD
DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES,
DES OCÉANS ET DE L'ÉNERGIE PROPRE

—
WORKING TOGETHER ON CLIMATE
CHANGE, OCEANS AND CLEAN ENERGY

RÉSUMÉ DE LA PRÉSIDENTENCE : RÉUNION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT DU G7



RÉSUMÉ DE LA PRÉSIDENTE : RÉUNION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT DU G7

1. Sous la présidence canadienne du G7 en 2018, les ministres de l'Environnement et de l'Énergie du G7 se sont réunis à Halifax du 18 au 21 septembre 2018 pour discuter de changements climatiques, d'océans et d'énergie propre. Les ministres étaient chargés d'approfondir les travaux entamés lors du Sommet des dirigeants du G7, tenu en juin à Charlevoix, au Québec, notamment le Plan d'action de Charlevoix pour la santé des océans et des mers et des communautés côtières résilientes. Des représentants de la Jamaïque, du Kenya, des Îles Marshall, de Nauru, de la Norvège, des Seychelles et du Vietnam se sont joints à eux, ainsi que d'autres dirigeants d'organisations internationales, de l'industrie et de la jeunesse.
2. Le 19 septembre, les ministres ont discuté des liens entre une planète en santé et une croissance économique durable, en insistant sur l'urgence d'agir face aux changements climatiques, d'encourager la finance durable, de promouvoir une économie fondée sur une utilisation efficace des ressources, de s'adapter aux changements climatiques et de préserver la nature. Le programme au complet abordait l'égalité des sexes et le leadership des femmes, particulièrement le rôle essentiel de ces dernières dans l'atteinte des objectifs en matière de changement climatique et de développement durable. Les ministres ont également souligné l'important leadership qu'exercent les jeunes en tant qu'agents de changement, et ont reconnu l'urgence de prendre des mesures pour protéger la planète pour les générations à venir. Cette synthèse reflète les discussions qui ont eu lieu aujourd'hui, et l'intégration de ces discussions par la présidence.
3. Les ministres du G7 ont pris en compte les rapports de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Programme des Nations Unies pour le développement, de Conservation de la nature Canada, de la Banque mondiale, de la Coalition pour le climat et l'air pur et de la Nouvelle économie climatique. Ils ont aussi pris acte des recommandations du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes¹ pour la présidence canadienne du G7 ainsi que l'appel à l'action du Youth 7 (Y7).²

Transitions économiques à long terme vers une économie à faibles émissions de carbone

4. Les ministres ont insisté sur la nécessité d'accélérer dès maintenant les mesures concrètes et sur le fait qu'une transition vers une économie reposant sur de faibles émissions représente une opportunité pour l'ensemble de la planète.

¹ <https://g7.gc.ca/fr/presidence-g7/conseil-consultatif-egalite-sexes/recommandations/>

² <https://www.y7canada.com/halifax-ministerial>

5. Lord Nicholas Stern a mentionné que, selon les conclusions du rapport de 2018 de la Commission mondiale sur l'économie et le climat, la lutte aux changements climatiques représente un potentiel de croissance économique de 26 billions de dollars et de 65 millions d'emplois d'ici 2030. Pour saisir ces opportunités, les entreprises doivent se doter de politiques et de règles claires et adopter des mesures communes en matière de tarification.
6. Plusieurs ministres ont insisté sur le fait qu'il importe d'agir maintenant, à défaut de quoi les répercussions économiques et humaines seront considérables. Les ministres ont aussi souligné l'importance d'un soutien technique et financier accru aux pays en développement.
7. De nombreux ministres ont souligné l'importance de poursuivre les efforts mondiaux en vue d'un avenir durable, résilient et neutre en carbone face aux changements climatiques en prenant des mesures ambitieuses pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable du Programme 2030 et de l'Accord de Paris. Ils ont insisté sur le rôle crucial à cet égard des gouvernements à tous les échelons, de la société civile, des entreprises, des banques multilatérales de développement, des organisations internationales et d'autres intervenants. Les ministres ont aussi précisé qu'une plus grande participation des femmes et des filles doit être fortement encouragée.
8. Les ministres ont présenté les mesures que prennent leur pays respectif pour tirer parti des possibilités économiques tout en favorisant une transition équitable pour les travailleurs, les entreprises et les collectivités. À ce titre, un nombre d'entre eux ont partagé de l'information sur le développement de leur stratégie en matière de climat. Ils ont souligné que l'innovation du secteur privé est indispensable à une croissance propre pour les générations futures, et qu'il est important d'établir de solides partenariats public-privé et de mettre en place les bonnes politiques pour que les investissements soient de plus en plus durables.
9. Nombreux sont ceux qui ont souligné que les politiques axées sur le marché, comme la tarification de la pollution par le carbone à un prix suffisant, la mise au point de terminologies (taxonomies) de finance verte et la divulgation des risques financiers liés au climat, aident à stimuler les investissements judicieux et à promouvoir des solutions pour atteindre les objectifs à long terme de leurs pays.
10. Le gouverneur Mark Carney a souligné que les recommandations du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat représentent une voie encourageante, et certains ministres ont réitéré leur engagement à soutenir les travaux du Groupe de travail. On a fait remarquer que les recommandations du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat sont encourageantes et de nombreux ministres ont réitéré leur engagement à appuyer les travaux. On a aussi indiqué que les forums de mobilisation des chefs d'entreprise, comme le Dialogue stratégique de la Plateforme du marché du carbone et le Forum de haut niveau des dirigeants sur la tarification du carbone et la compétitivité, sont essentiels pour comprendre les obstacles et les préoccupations en matière de compétitivité.
11. De nombreux ministres ont souligné les Initiatives mondiales d'investisseurs du G7 sous le leadership de la présidence, qui visent à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la création de capacités et la mise en commun de pratiques exemplaires nécessaires à la réalisation de projets durables d'infrastructure, et pour rassembler des investisseurs à l'égard de la promotion de normes de divulgation liées au climat.

12. Certains ministres ont accueilli favorablement les principes d'une taxonomie de financement vert présentés par le Network of Financial Centres for Sustainability, établi en 2017 dans le cadre de la présidence italienne du G7, et la présidente a encouragé la poursuite des travaux en ce sens, y compris l'élargissement du réseau et la tenue d'un atelier international au Canada en 2019.
13. Certains ministres ont aussi reconnu que les petits États insulaires en développement, en particulier ceux à revenu faible ou intermédiaire, sont confrontés à des difficultés d'accès à du financement et ont, à cet égard, appuyé l'offre de la présidence d'étudier les moyens à envisager pour supprimer ces difficultés.
14. Les ministres ont souligné les efforts de leur pays respectif pour optimiser les investissements en infrastructures durables. Ils ont aussi mis en relief les efforts déployés au chapitre des infrastructures d'eau potable, des technologies favorisant une meilleure utilisation des ressources et de la saine gestion environnementale des déchets.

Économie circulaire et efficacité des ressources

15. Les ministres ont souligné que des politiques favorisant une meilleure utilisation des ressources ont pour effet de minimiser les déchets et de maximiser la valeur économique tout en offrant d'importantes opportunités aux entreprises. Selon eux, ces politiques sont une composante clé des transitions vers une économie durable à faible émissions de carbone. Il faudra toutefois remplacer le mode de consommation fondé sur l'utilisation et l'élimination par une approche plus circulaire nécessitant une modification des comportements.
16. De nombreux ministres ont mentionné que l'adoption d'une approche fondée sur une utilisation plus efficiente des ressources comporte d'immenses avantages, notamment la réduction de la demande en ressources naturelles, la diminution des émissions de gaz à effet de serre, l'amélioration de la qualité de l'air et la réduction des répercussions négatives sur la biodiversité.
17. Les ministres ont aussi insisté sur le fait que la transition vers une économie circulaire permettra en outre de s'attaquer au défi des déchets marins. À cet égard, l'absolue nécessité de s'attaquer aux déchets de plastique en gérant la production de cette matière tout au long de son cycle de vie est ressortie clairement en commençant au stade de la conception.
18. Les ministres ont insisté sur l'importance d'accroître les partenariats tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris avec les autres gouvernements et les entités telles que le Forum économique mondial, la Fondation Ellen MacArthur et la Banque mondiale. Le rôle joué par l'International Resource Panel et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au chapitre de la contribution des connaissances de pointe constitue un précieux apport. Les ministres ont encouragé la poursuite du dialogue et la mise en commun de pratiques exemplaires au sein du G7 et du G20, surtout au sein de l'Alliance du G7 sur l'efficacité des ressources et du Dialogue sur l'efficacité des ressources du G20, y compris en travaillant de pair avec les entreprises sur l'innovation. Les ministres ont également exprimé leur appui à l'Alliance pour l'établissement d'un dépôt électronique des ressources sur les travaux et les pratiques exemplaires.

19. Les ministres ont salué les progrès réalisés par les membres du G7 dans la mise en œuvre continue du Cadre des cycles de matériaux de Toyama et de la Feuille de route de Bologne. Ils ont été nombreux à mentionner l'importance de poursuivre les efforts à l'égard des déchets alimentaires, des processus de rentabilisation de la valeur, de l'efficacité des ressources et des changements climatiques. Bon nombre d'entre eux ont aussi mentionné le potentiel du recours aux processus d'approvisionnement écologiques par le secteur public afin d'orienter davantage les marchés vers l'utilisation de matériaux plus durables. Les ministres ont aussi insisté sur l'importance de soutenir les pays en développement.
20. Les discussions ont mis en évidence le leadership de l'industrie dans l'adoption d'un nouveau modèle d'affaires pour améliorer l'efficacité des ressources, réduire l'impact environnemental et saisir les occasions qu'offre l'économie circulaire, notamment grâce à une responsabilisation accrue des producteurs. Ils ont également signalé que même si les récentes restrictions touchant les importations de plastique et d'autres déchets présentent des défis à court terme, elles ont également permis de renforcer notre capacité nationale de recyclage et de stimulation de l'innovation.

Mesures urgentes et possibilités de réduction

21. La plupart des ministres ont fortement insisté sur le fait que l'Accord de Paris est irréversible et ont réaffirmé leur soutien à sa mise en œuvre intégrale et efficace, tout en assurant leur soutien à l'achèvement du programme de travail de l'Accord de Paris lors de la CdP24, et ce en conformité avec ledit Accord. On a aussi souligné que le Dialogue de Talanoa est une excellente occasion de faire le point sur les efforts collectifs et d'éclairer la préparation des contributions actualisées à l'échelle nationale dans le but de réduire l'écart à combler au chapitre des émissions à l'échelle mondiale. Beaucoup ont fait remarquer que le prochain rapport du GIEC sur les effets du réchauffement climatique de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels fournira des renseignements scientifiques précieux pour alimenter la lutte aux changements climatiques.
22. Les ministres ont reconnu qu'il est impérieux et urgent de prendre les mesures qui s'imposent pour favoriser la résilience et l'autonomie des petits États insulaires en développement ainsi que d'autres collectivités vulnérables, tout comme dans la région du Sahel, notamment au moyen d'investissements en infrastructures durables et en facilitant l'accès en temps opportun à l'investissement et à des modes de financement liés au climat.
23. Plusieurs ministres ont également noté que des progrès importants sont réalisés en vue de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars américains par an d'ici 2020 et jusqu'en 2025 auprès des gouvernements, des entreprises et d'autres sources pour appuyer les efforts de lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement.
24. Les ministres du G7 ont insisté sur le fait que la mauvaise qualité de l'air représente l'un des plus grand risque pour la santé humaine et l'environnement et ont convenu de s'attaquer à cet enjeu, en mettant notamment en commun des pratiques exemplaires et des leçons apprises. De nombreux ministres ont également souligné que des efforts ciblant les polluants atmosphériques et les polluants climatiques de courte durée de vie auront de multiples avantages pour le climat, la santé humaine, l'économie et les écosystèmes.

25. La collaboration au sein de forums tels que la Coalition pour le climat et l'air pur (CCAP), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est essentielle, tout comme la poursuite du travail avec nos partenaires bilatéraux et régionaux respectifs. Les ministres ont pris note de l'annonce par le gouvernement de l'Italie de l'ouverture du Centre africain pour le développement durable et l'environnement.
26. Pour l'atteinte de nos objectifs, les ministres ont insisté sur l'importance d'une action universelle concertée incluant les gouvernements à tous les échelons, les entreprises, la société civile, les femmes, les jeunes et les organisations internationales. Les avantages de partenariats collaboratifs et d'alliances axées sur l'intervention ont également été exposés.

Adaptation et conservation de la nature

27. De nombreux ministres ont insisté sur le fait que les impacts des changements climatiques constituent une menace existentielle assortie d'effets néfastes sur la santé humaine, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau et d'importants coûts économiques pour tous les pays. Bon nombre de ministres ont souligné que les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, les communautés arctiques et autochtones et les collectivités côtières vivant en basse altitude sont parmi les plus vulnérables.
28. De nombreux ministres ont souligné la nécessité de prendre des mesures plus ambitieuses pour réduire les émissions mondiales et renforcer la résilience en intégrant plus efficacement la planification de l'adaptation, la préparation aux situations d'urgence et les stratégies de rétablissement dans une démarche à long terme fondée sur le savoir scientifique.
29. Les ministres ont indiqué les mesures d'adaptation qu'ils prennent, dans leur pays et à l'étranger, et ont convenu que les stratégies et les processus de planification qui garantissent une participation égale des femmes peuvent aider les pays et les collectivités à améliorer leur capacité à planifier les effets négatifs des changements climatiques, à s'y préparer et à y réagir. Les approches écosystémiques et les solutions axées sur la nature ont également été considérées comme des options efficaces, par exemple conserver et ou restaurer les mangroves, les terres humides et les récifs de corail.
30. Les ministres ont aussi noté que l'intensification des mécanismes de financement innovants, tels que l'assurance risque, était essentielle pour débloquer de nouveaux capitaux pour les occasions d'investissement durable. Beaucoup ont convenu de promouvoir les possibilités économiques et les solutions axées sur la nature parallèlement aux stratégies de développement à faible émission de GES à long terme, en travaillant avec les principaux acteurs publics, privés et multilatéraux pour mettre en œuvre des engagements et prendre des mesures concrètes.

31. De nombreux ministres se sont également engagés à faire progresser les efforts visant à élargir les outils financiers novateurs tels que l'assurance contre les risques climatiques, afin de réduire la vulnérabilité, de renforcer la résilience et de stimuler l'investissement durable, notamment dans les petits États insulaires en développement et d'autres pays vulnérables. La présidence a convenu de leur apporter un soutien accru afin d'identifier les pratiques exemplaires et opportunités. Ils ont aussi été nombreux à convenir de collaborer davantage avec l'industrie, les philanthropes et les investisseurs institutionnels pour chercher des options de financement mixte et d'autres solutions novatrices de climat et de financement durable.
32. Les ministres ont convenu qu'un soutien supplémentaire au renforcement des capacités dans les collectivités vulnérables était nécessaire, notamment par le biais de programmes tels que l'initiative CREWS, le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de reconstruction, l'Alliance mondiale pour la lutte contre les changements climatiques, le Partenariat mondial InsuResilience, le Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation et le Réseau mondial d'adaptation.
33. De nombreux ministres ont également souligné que la biodiversité joue un rôle fondamental dans la santé de notre planète. Une approche écosystémique d'adaptation et de réduction des risques offre de multiples avantages, notamment au chapitre de la protection contre les inondations, des habitats favorables à la biodiversité et de la durabilité accrue des littoraux. À cet égard, plusieurs ministres ont salué l'importance qui sera accordée à cet enjeu sous la présidence française du G7 en 2019, et ont convenu d'intensifier les efforts pour inverser la perte de biodiversité, notamment dans le cadre de discussions à venir sous les auspices de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.